



Discours de Chaynesse Khirouni, Présidente du Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle - Session du 26 juin 2024

(Seul le prononcé fait foi)

Mesdames et messieurs,
Cher.e.s collègues,

Depuis de nombreuses années, l'Assemblée des Départements de France dénonce la manipulation gouvernementale consistant à transférer le déficit de l'Etat aux collectivités en annonçant parallèlement des baisses d'impôts.

Le poids et la récurrence des restes à charge de nos grandes allocations individuelles de solidarité devient intenable dans un contexte d'effondrement des droits de mutation à titre onéreux (les DMTO) et de suppression de toute autonomie fiscale.

Un niveau de transfert de charges que la Cour des Comptes estime à 9,4 Md€. A titre d'illustration, dans notre Département et pour n'évoquer que l'autonomie : la Prestation de Compensation du Handicap et l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, supposées être compensées à 50 % par l'Etat, le sont aujourd'hui à 34 % pour la première et 37 % pour la seconde. C'est ainsi plus de 100 millions d'euros qui manquent chaque année rien qu'en Meurthe-et-Moselle !

Malgré l'évidence de ces constats -je puis vous l'assurer cher.e.s collègues pour mener ce combat avec d'autres Présidents et Présidentes de toutes sensibilités- les négociations avec le Gouvernement sur le rebasage de ces deux allocations relève à la fois du sport de combat et du jeu de go avec des Ministres qui changent plus vite que sous la 3ème République.

Il faut sans cesse revenir et réargumenter sur les besoins de nos populations vulnérables. Et je voudrais être complète et claire, les Présidentes et Présidents de Départements engagés dans cette négociation n'exigeaient pas tout, tout de suite. Nous sommes ancrés dans les réalités budgétaires et étions prêts à des aménagements et à des échelonnements.

C'est d'ailleurs l'esprit d'une autre revendication récurrente : une loi de programmation pluriannuelle pour le Grand âge.

Aujourd'hui, chacune et chacun peut faire les mêmes constats : aucune négociation n'aboutissait, aucune stratégie d'accompagnement des dépenses de solidarité n'était sur la table, tout n'était que rideau de fumée, annonce de dotations exceptionnelles en tous sens mais dont les montants n'étaient impressionnants que pour les crédules ou les profanes... La multiplication de mesures désordonnées et ponctuelles n'a jamais fait une politique !

Et tous les observateurs sont unanimes sur ces constats, de la Cour des comptes à la Direction générale des collectivités locales en passant par la Banque postale et l'Association des Maires Ruraux de France qui s'est émue de nos difficultés ; et je l'en remercie.

Parallèlement, et il nous faut intégrer cette réalité : l'Etat se désengage aussi auprès du secteur médico-social en lui imposant des taux directeurs inférieurs à l'inflation et en ne prévoyant pas de compensation aux indispensables mais lourdes revalorisations salariales du Ségur. Concrètement, pour l'un de nos grands partenaires du handicap qui accompagne quotidiennement 3000 personnes, cela représente une charge annuelle supplémentaire d'1M€ sur un budget déjà tendu de 60 M€.

Vers qui croyez-vous que ces acteurs se tournent lorsque leurs situations budgétaires se dégradent ?

C'est sur la base de ce constat amer que je voudrais évoquer notre propre situation budgétaire. A l'instar de celle désormais de la totalité des Départements et de manière quasi-mécanique, elle se dégrade. Certains Départements, et pas forcément parmi les plus pauvres, n'hésitant plus à évoquer un risque de cessation de paiement. Comment expliquer cette situation ?

Si l'effet ciseau sur notre section de fonctionnement n'est pas une réalité nouvelle, l'effondrement des DMTO, à hauteur de près de 27 M€ entre 2022 et 2023, est venu l'accentuer.

Concrètement, nos recettes sont non seulement moins dynamiques que nos dépenses mais elles se sont contractées, un cisaillement qui réduit notre épargne brute de moitié quand nos réserves, constituées pour faire face à une conjoncture difficile, disparaissent rapidement. En ce début d'année 2024, l'effondrement des DMTO se poursuit et il est d'ores et déjà acquis que la prévision sur la base de laquelle a été construit notre budget primitif ne sera pas réalisée.

Dans le même temps, les prévisions gouvernementales sur la base desquelles est estimé le reversement de taxe sur la valeur ajoutée ne seront de toute évidence pas réalisées. C'est une sorte de double peine, déjà subie en 2023, qui voit s'ajouter à une dynamique en recul au titre de l'année en cours une reprise par l'Etat au titre de l'année précédente.

C'est aujourd'hui à une véritable asphyxie budgétaire à laquelle nous faisons face que les coupes budgétaires annoncées par le Gouvernement au lendemain de l'adoption des budgets vont encore accroître avec l'annulation de financements attendus qui se dessine d'ores et déjà.

Sans attendre une réponse gouvernementale désormais hypothétique, il nous faut réagir tout à la fois rapidement et avec méthode afin de préserver une capacité de choix politique et nous prémunir d'ajustements qui seraient d'autant plus douloureux qu'ils seraient tardifs.

C'est tout l'objet du travail engagé par l'Exécutif départemental, un Exécutif que je remercie pour sa mobilisation qui se poursuivra au cours de l'automne dans la perspective de l'élaboration du prochain budget primitif.

Le Département est un partenaire essentiel pour un grand nombre d'acteurs de nos territoires, communes, intercommunalités, établissements et services sociaux et médico-sociaux, collègues ou encore associations, avec qui nous avons noué de longue date un dialogue confiant. Nous leur devons, comme à l'ensemble de nos publics, des choix courageux afin de préserver l'essentiel : un service public départemental proche, solidaire et audacieux.

Nous leur devons aussi la transparence et les informerons prochainement de la situation et des efforts que nous menons et devons encore mener dans les mois et années à venir.

Les difficultés structurelles que je viens d'évoquer s'inscrivent, de surcroît, dans un contexte politique national très incertain.

L'extrême-droite gangrène notre paysage politique et médiatique, depuis plusieurs décennies. Face aux 36% des suffrages qu'elle a obtenus aux élections européennes (RN et Reconquête), et plutôt que d'apaiser et d'en prendre acte de manière raisonnée, le Président de la République a joué aux dés avec notre destin. Il a pris le risque de confier à l'extrême-droite l'avenir de notre pays...voire de déstabiliser celui de l'Union européenne, dans un contexte d'agression russe de l'Ukraine à la fois dramatique pour le peuple ukrainien et menaçante pour notre sécurité.

Le choix brutal de la dissolution perturbe les Françaises et le Français. Il malmène les formations politiques, bouscule les candidats aux élections législatives, hystérise les débats et fracasse notre concorde nationale, pourtant déjà bien mal en point.

Alors que la concorde devrait être au cœur de l'exercice de la fonction présidentielle, c'est la brutalité qui marquera le bilan d'Emmanuel Macron aux yeux de l'Histoire. Celle de la répression des gilets jaunes, du mépris des corps intermédiaires, de la réforme des retraites et de l'assurance chômage ou encore du dégel du corps électoral qui a mis à feu et à sang la Nouvelle Calédonie.

Une situation calédonienne éclipsée par l'actualité mais qui a explosée après des choix irresponsables et révoltants. Des décisions dénoncées par les modérés des partis tant Kanaks que Caldoches. Cette brutalité qui nous divise, elle fait aussi des blessés et des morts. Entendez-moi bien ; des blessés et des morts... Cette brutalité est devenue la marque de l'actuel résident de l'Elysée.

Concorde... ce mot que j'aime, il m'habite avec plus de force encore depuis le 9 juin. Il ne rime pas avec consensus, et tout comme la fraternité, il cohabite parfaitement avec les conflits d'idées et les débats démocratiques.

La concorde républicaine à laquelle j'aspire est fondée sur des valeurs et sur des principes. Celles et ceux qui nous rassemblent ici dans nos diversités philosophiques et politiques. Car, ce qui nous distingue dans cette assemblée, je le crois profondément, ce ne sont pas les valeurs de la République mais la manière dont nous les hiérarchisons.

Et l'Histoire, même récente, nous rappelle que ces valeurs qui nous lient ne sont pas celles de l'extrême-droite. L'extrême-droite n'a de cesse de brider les libertés partout où elle exerce le pouvoir, de prospérer sur les inégalités jusqu'à en faire l'un de ses fondements et à mépriser la fraternité, parfaitement incompatible avec son obsession de la hiérarchie et de la soumission.

Face à l'urgence démocratique, je salue la responsabilité des formations politiques de Gauche d'avoir permis en quelques heures l'union sous la bannière du nouveau Front Populaire. Une gauche responsable face à un Président de la République irresponsable.

De même, dans ce moment de gravité, je voudrais exprimer mon respect pour les femmes et les hommes de l'Union de la Droite et du Centre qui, au sein de cette assemblée, ont fait le choix de la fidélité à leurs convictions républicaines en refusant toute compromission avec le Rassemblement National.

Un engagement qu'une conscience gaulliste comme Dominique de Villepin, attaché au pacte républicain, invite à prolonger entre les deux tours. Car pour lui, et je salue cette lucidité courageuse en ces temps de confusion, il n'y a pas de menace plus grande que le Rassemblement National. Pour Dominique de Villepin, « *renvoyer dos à dos l'ensemble des formations, c'est prendre le risque de banaliser l'extrême-droite* »¹.

Cette conviction, je la partage pleinement. Elle nous invite, comme le disait Léon Blum en 1936, à nous mobiliser « *avec une vigueur proportionnée aux menaces ou aux résistances* ». Une mobilisation contre des idées qui divisent et ruinent notre concorde, je pense à l'instauration de la préférence nationale, la suppression du droit du sol, l'élaboration de listes de fonctions interdites aux binationaux. Des idées qui tuent encore aujourd'hui : le racisme, l'antisémitisme, le sexisme ou encore l'homophobie. En tant que républicains, toutes ces insultes à l'humanisme doivent nous mobiliser.

Une mobilisation d'autant plus indispensable en nos murs que les missions de solidarités dont les Départements sont les chefs de file, seront les premières attaquées par un gouvernement d'extrême-droite.

Nous ne voulons pas d'un projet qui tourne le dos à nos valeurs mais, au contraire, promouvoir un service public solidaire qui permette à toutes et à tous de se projeter dans un parcours de vie digne.

Une mobilisation qui doit toutefois prendre garde à respecter un électorat séduit par le Rassemblement national. Un choix d'adhésion, d'espoir pour certains, mais aussi par dépit, colère ou déception pour d'autres.

¹ Itw LCI 20 juin

Toutes les formations politiques de l'arc républicain ont une part de responsabilité dans la progression de l'extrême-droite. Sans être LA cause, nous sommes inévitablement DANS la cause. Cette responsabilité nous invite à la modestie, à la compréhension et à la réflexion. Il nous faut impérativement comprendre pourquoi le Rassemblement National a réussi à faire croire à nombreux de nos concitoyennes et concitoyens, qu'il était le parti de la France oubliée, un protecteur et un pourfendeur des injustices sociales.

Comme l'exprime très joliment un proverbe Turc qui résume cette duplicité : « *Quand la hache pénétra dans la forêt, les arbres dirent "Son manche est des nôtres" »* .

A nous ne nous montrer convaincantes et convaincants en dénonçant les faux-nez de l'extrême-droite mais aussi en renouant avec l'unité républicaine et en proposant des alternatives, des idées et des attitudes qui répondent aux attentes d'une majorité de nos concitoyennes et de nos concitoyens qui, j'en suis convaincue, ont soif de concorde.

A l'heure où notre Pacte républicain vacille, l'Histoire jugera si nous avons été ou non à la hauteur face au péril brun.

Je vous remercie.